

La Balme de Sillingy, le 18 juin 2024



DÉCISION N° 2024-067

Objet : DIA07402624X0019

Le maire de la commune de La Balme de Sillingy,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2122-22 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L210-1 et R211-1 et suivants ;

VU la délibération n° 2015-05 du 16 février 2015 portant institution du droit de préemption urbain ;

VU la délibération n° 2021-126 du 13 décembre 2021 portant modification des délégations d'attribution du conseil municipal au Maire ;

CONSIDERANT la déclaration d'intention d'aliéner en date du 31 mai 2024 adressée par l'étude notariale de Maître FILLIGER à ANNECY ;

DÉCIDE

Article 1 :

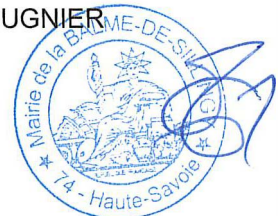
Le droit de préemption urbain n'est pas exercé à l'encontre des parcelles cadastrées section A sous les numéros 836 et 839, ainsi qu'à l'encontre de la parcelle cadastrée section C sous le numéro 2066 à La Balme de Sillingy.

Article 2 :

La présente décision sera rendue exécutoire après publication et transmission au représentant de l'État dans le département.

Le Maire, auteure de l'acte, certifie le caractère exécutoire de la présente décision.

Le Maire,
Séverine MUGNIER



Décision du Maire certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en Préfecture le 25/06/2024

De sa publication le 25/06/2024

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.